



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 28 SEPTEMBRE 2018**

L'an deux mille dix huit, le vingt huit septembre , à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, FORTIN Laurence, LE TYRANT Jean-Claude, GOALEC Bernard, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, MORVAN Marie-Claude, POUPON Julien, BERVAS Viviane, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERVERN Laurence, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, MOULLEC Yvan, OMNÈS Elisabeth, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, ROUBY Solenn, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France

Secrétaire de séance

MORVAN Marie-Claude

Excusés

GUILLORÉ Alexandra (pouvoir à LECLERC Patrick)
ANDRÉ Robert (pouvoir à LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie)
BÉGOC Marie-Hélène (pouvoir à PHILIPPE Georges)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à MOULLEC Yvan)
BRIANT Hervé (pouvoir à MAHÉ Marie-Line)
CUNIN Marie-José (pouvoir à OMNÈS Elisabeth)
KERLAN Frédéric (pouvoir à TRMAL Marie-France)
MASCLEF Evelyne (pouvoir à CRENN Jean)
RIOU Michel (pouvoir à ROUBY Solenn)
TANDÉO Gilles (pouvoir à LE TYRANT Jean-Claude)

Absents

CANN Joël, LE GUEN Jean-René, PAGE Marie-Renée

Conseil de Communauté du 28 septembre 2018
 Délibération n° DCC2018_040

Objet	Redevance spéciale ordures ménagères 2019 : Tarifs et modalités d'application
Rapporteur	Jean-Claude LE TYRANT
Service	Service Environnement
Thème	Environnement

EXPOSÉ DES MOTIFS :

La redevance spéciale ordures ménagères mise en place depuis janvier 1998, complétée en 2013 par une redevance spéciale destinée aux campings et aux habitations légères de loisirs ou assimilés, a pour but de faire supporter le coût réel du service aux gros producteurs de déchets et aux utilisateurs exonérés de la TEOM. Afin de tenir compte des conditions d'équilibre de ce service, il est proposé de faire évoluer les modalités d'application de la redevance spéciale de la manière suivante à partir du 1^{er} janvier 2019 :

	Modalités applicables en 2018	Propositions 2019
Assujettis à la TEOM	Redevance spéciale OM au-delà de 4400 litres présentés par semaine avec facturation du coût de traitement des OM	Redevance spéciale OM au-delà de 770 litres présentés par semaine avec facturation du coût de traitement des OM
Non assujettis à la TEOM	Facturation dès le premier litre : transport et traitement	Facturation dès le premier litre : transport et traitement

Les entreprises, commerçants et artisans concernés par cette évolution sont contactés individuellement afin de leur expliquer les évolutions prévues en 2019. Des conventions seront établies pour permettre l'application au 1^{er} janvier des nouvelles dispositions prévues.

Les tarifs proposés pour l'année 2019 sont les suivants :

	Rappel tarifs 2018	Propositions 2019	U	% d'augmentation
Assujettis à la TEOM	114 €	117 €	T	2,63
Non assujettis à la TEOM	208 €	214 €	T	2,88
Coût horaire supplémentaire	135 €	135 €	H	0
Habitation légère de loisirs	59 €	60 €	F	1,69
	Du 15 juin au 15 septembre	Du 15 juin au 15 septembre		

La facturation à la tonne est établie à partir d'un coefficient de conversion se rapportant au volume constaté. Le coefficient de conversion définissant l'évaluation des tonnages à partir des volumes collectés : 1000 litres = 125 kg.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
Vu l'avis favorable de la Commission Environnement du 11 septembre 2018
Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 28 août 2018

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: approuve les tarifs de redevance spéciale pour l'année 2019 applicables au 1^{er} janvier tels que définis ci-dessus,

Article 2 : autorise le président à signer les conventions avec les usagers du service suivant les dispositions rappelées ci-dessus.